



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 3 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 janvier 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL -PFASTATT

26 rue Edouard Branly
68000 Colmar

Références : 0006704109_2025_01_24_Schroll_VISuiEch
Code AIOT : 0006704109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2025 dans l'établissement SCHROLL-PFASTATT implanté Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 15 juillet 2024 consécutif aux constats relevés dans l'inspection du 28 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL -PFASTATT
- Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt
- Code AIOT : 0006704109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Pfastatt de la société SCHROLL est un centre de tri de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie,

Réglementation applicable :

- Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 15 juillet 2024
- Arrêté Préfectoral complémentaire du 17 mai 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 15 juillet 2024, article 3	Levée de mise en demeure
2	Mise en rétention des eaux d'extinctions	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 15 juillet 2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 17 mai 2019, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 15 juillet 2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Repérage et accessibilité
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article [16.3] de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé : « [Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) sont convenablement repérés et facilement accessibles]. ».
Constats : Lors de la visite du 28 mai 2024, l'Inspection avait constaté que, pour la vanne 1, côté « Doller » : <ul style="list-style-type: none">- les regards permettant d'accéder visuellement aux équipements d'obturation n'étaient pas accessibles car des palettes étaient positionnées sur le regard ;- aucun marquage ne stipulait qu'à cet endroit se trouvait la vanne de mise en confinement, ni de marquage des outils de manipulation des vannes ;- qu'à cet égard, les équipements n'étaient pas convenablement repérés et facilement accessibles. En réponse à l'inspection du 28 mai 2024, l'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">- l'accès aux deux vannes d'isolement et à leurs clefs de manipulation a été dégagé et rendu pérenne par l'ajout d'obstacles empêchant l'entreposage sur les regards ;

<ul style="list-style-type: none"> - la consigne a été donnée au personnel du site de ne pas stocker de matière à ces emplacements ; - les consignes de manipulation des deux vannes ont été modifiées en rajoutant la mention « contacter les pompiers » ; - des affichages d'identification des vannes et de leurs outils de manipulation ont été mis en place. <p>Lors de la présente inspection, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les affichages d'identification des vannes et de leurs outils de manipulation étaient toujours en place ; • les vannes d'isolement et les clefs de manipulation étaient facilement accessibles au jour de l'inspection ; • des obstacles ont été mis en place pour empêcher l'entreposage sur les regards de la vanne de sectionnement n°1 ; • le responsable de production, en charge de la formation du personnel, connaissait les consignes de manipulation des deux vannes ; • la configuration du site après travaux était conforme aux photographies envoyées par courriel pour la vanne de sectionnement n°1. <p>Ces éléments permettent de lever la mise en demeure sur ce point.</p> <p>L'inspection a également constaté que l'affichage en place au-dessus de la vanne de sectionnement n°1 comportait les anciens emplacements des déchets collectés à cet endroit (ampoule, néon, ...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra d'enlever l'affichage superflu en place au-dessus du regard comportant la vanne de sectionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Mise en rétention des eaux d'extinctions

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 15 juillet 2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vanne de sectionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article [9.2.4] de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé : « L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de fonctionner ou d'être utilisés, les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.. ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 28 mai 2024, il avait été constaté que l'une des deux vannes (n°1, « côté Doller ») permettant la mise en rétention des eaux en cas d'incendie ou de pollution, n'était plus fonctionnelle depuis le 16 octobre 2023, date de la dernière vérification périodique.</p> <p>L'exploitant a fait procéder au remplacement de tout le séparateur d'hydrocarbures comprenant</p>

la vanne d'isolement. Des justificatifs ont été communiqués à l'Inspection par courriels en date des 14 et 22 octobre 2024 (photographies des équipements mis en place).

L'Inspection a constaté que :

- le tableau des vérifications périodiques comprenait une vérification périodique de l'équipement en date du 4 novembre 2024 (post-travaux) ;
- cette vérification périodique était notée conforme ;
- la périodicité de contrôle que l'exploitant s'était fixée (trimestriellement) était respecté.

L'Inspection a fait procéder à un test de fonctionnement des deux vannes de sectionnement qui s'est avéré concluant.

Ces éléments permettent de lever la mise en demeure sur ce point.

L'Inspection a également constaté qu'une formation a été dispensée aux responsables de production et d'équipe pour s'assurer de la connaissance de la manipulation des deux vannes de sectionnement du site au 20 janvier 2025. L'exploitant a indiqué que la formation à la manipulation des vannes sera intégrée aux exercices incendies réalisés semestriellement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17 mai 2019, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux plans et données techniques

Prescription contrôlée :

"[...] La rétention des eaux d'extinction d'incendie pour chaque zone susceptible d'accueillir des produits combustibles est la suivante :

Zone	Volume d'eau à retenir	Moyens de confinement
Site existant	960 m ³ d'eau d'extinction 407 m ³ d'eau liée aux intempéries	Rétention d'un volume de 690 m ³ , au sein de canalisations surdimensionnées, munies d'une vanne de confinement avant rejet dans la Doller
Extension		Rétention d'un volume de 677 m ³ , réparti en : <ul style="list-style-type: none">• 405 m³ dans des réseaux enterrés de grand diamètre, munis d'une vanne de confinement avant rejet dans la Doller,• 224 m³ sur la plateforme de transit des balles d'ordures ménagères,• 48 m³ sur la plateforme de transit des traverses de chemin de fer

[...] ».

Constats :

Lors de l'inspection du 28 mai 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait d'aucun document permettant de justifier que le volume de rétention nécessaire selon la méthode D9A, à savoir 1367 m³, était présent sur site. Il était alors demandé à l'exploitant de justifier de la capacité de rétention sur site.

L'exploitant a répondu en fournissant un calcul du volume de rétention réalisé par un prestataire sur la base d'un plan topographique relevé le 24 juillet 2024. Ce plan a été complété pour y faire figurer l'emplacement des rétentions constitué par le sol du site se situant sous la côte de l'entrée la plus basse du site (rue des imprimées, entrée ouest du site, cote 243,58 m NGF IGN69 Altitude normale).

Le calcul conclut à une capacité de rétention en eau du site de 3285 m³.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite